

EXCLUSIF

Les candidats à l'élection présidentielle répondent à Fusion

En avril 1995, nous allons élire le président de l'an 2000. Le XXème siècle a vu nos modes de vie profondément transformés par la science et la technologie. Il est peu probable que cette tendance de fond se renverse au cours du siècle à venir. La grandeur des nations va dépendre sans cesse davantage de celle de leur science et de leur technique. Il nous a donc semblé indispensable d'entendre les différents candidats sur ce point.

QUESTION N°1

Les problèmes financiers du CNRS ont récemment mis sous les feux de la rampe la question du financement de la recherche. Quelle sera votre politique en la matière ?



**E D O U A R D
B A L L A D U R**

Je pense que le développement de la Recherche, déjà important en France, tant par son volume que par sa qualité, constitue un véritable enjeu stratégique.

De nombreux organismes de recherche, notamment le CNRS, contribuent à assurer à la Recherche française son label de qualité. Une part importante de la richesse nationale y est consacrée. Par rapport à d'autres pays, la France est plutôt bien placée même si elle doit encore fournir un effort pour combler son retard avec l'Allemagne, les Etats-Unis ou le Japon. Je souhaite qu'il puisse l'être en l'an 2000.

Le monde scientifique doit néanmoins rester vigilant. La recherche fondamentale doit compléter sa fonction naturelle,

.../...



**J A C Q U E S
C H E M I N A D E**

La recherche est, avec la santé publique et l'éducation, l'infrastructure humaine qui détermine l'avenir d'une nation. Le financement de la recherche ne peut donc en aucune façon se soumettre à des critères financiers immédiats. Je suis particulièrement préoccupé par le vieillissement des chercheurs, surtout dans les disciplines défavorisées. L'Etat doit intervenir pour assurer le renouvellement des générations en ce qui concerne plus particulièrement le CNRS, il faut un milliard de francs pour débloquer les crédits de paiement nécessaires à la poursuite des programmes autorisés; cet effort, qui ne représente qu'environ 20 francs par Français, doit être rapidement fait. Rappelons que l'affairisme du Crédit Lyonnais coûtera au moins 2000 francs par Français.



**J A C Q U E S
C H I R A C**

Non communiqué



**L I O N E L
J O S P I N**

La situation du CNRS est en effet alarmante. Le déficit aujourd'hui avoué dépasse les 500 millions de francs ; le déficit réel est sans doute au moins deux fois plus important. La principale responsabilité incombe à un gouvernement qui n'a plus la recherche parmi ses premières priorités. Je me suis engagé à rétablir le financement du CNRS. Il y va de la survie de notre organisme de recherche et je redoute à ce titre l'absence de volonté, et de solution, chez les deux candidats du RPR.

J'ai entre 1988 et 1992 rénové totalement la recherche universitaire, dont j'ai doublé le budget. Je relancerai cette action, qui a été ralentie voire interrompue depuis 2 ans. Je compte ouvrir des chantiers nouveaux, en particulier celui de la recherche technologique, très insuffisamment développée dans notre pays. J'ai ainsi lancé l'idée d'un centre national de la recherche technologique et industrielle, organisé autour de laboratoires mixtes, creusets communs à la recherche publique et à l'industrie.

DOSSIER ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE



**R O B E R T
H U B E**

Il faut d'abord rappeler que je suis très attaché au CNRS, création originale française, qui donne à la recherche une dimension démocratique, tant pour ce qui concerne les orientations des programmes, le recrutement que l'évaluation du travail des équipes.

Le fait que le gouvernement ne tienne pas ses engagements budgétaires est un des éléments d'une attaque généralisée contre ce grand organisme. Pour ma part, je pense qu'il faut rapidement porter les dépenses de recherche à 3% du PIB, en diminuant la part des recherches militaires et en relevant la contribution des entreprises. C'est nécessaire pour que la France puisse rester à la hauteur des grands pays en matière de recherche et contribuer aux coopérations indispensables.



**A R L E T T E
L A G U I L L E R**

Non communiqué



**J E A N - M A R I E
L E P E N**

Les recherches seront proposées par les laboratoires sur une base pluriannuelle, avec des objectifs annuels et un budget annuel couvrant l'ensemble du projet. Le financement sera débloqué ou non chaque année, au vu de l'expertise du rapport d'activité de l'année écoulée.



**P H I L I P P E
d e V I L L I E R**

Les efforts de recherche en France sont plutôt dans la bonne moyenne européenne puisque 2,3% de notre PIB y sont consacrés, contre 2% pour l'ensemble des pays de l'Union européenne. Si la France connaît un handicap sur ce point, ce n'est pas tant par manque d'argent, que parce que la recherche dépend beaucoup trop de l'Etat et insuffisamment des entreprises.

Financer encore davantage le mastodonte qu'est le CNRS serait donc une absurdité, lorsqu'on sait que dans des pays comme la Belgique ou l'Allemagne, les 3/4 des dépenses de recherche et développement sont assurées par les entreprises contre 40% en France seulement. Il faut que l'effort de l'Etat s'exerce sous forme d'incitations fiscales en faveur des entreprises qui investissent dans la recherche/développement.



**D O M I N I Q U E
V O Y N E T**

Non communiqué

QUESTION N°2

Plus généralement, comment comptez-vous équilibrer les investissements dans les grands équipements lourds de la recherche et les programmes plus modestes, mais recouvrant des directions de recherche plus vastes ?



**E D O U A R D
B A L L A D U R**

.../...

désintéressée et universelle d'acquisition de connaissances pures, par une tâche d'expertise au service de la société. Elle doit contribuer à proposer une compréhension nouvelle des grandes questions d'aujourd'hui, dans le domaine médical notamment, favoriser la création d'emplois en s'attachant à développer les échanges entre entreprises et laboratoires. C'est dans cette perspective que l'équilibre des investissements doit s'envisager. C'est aussi dans ce but qu'à la suite de la consultation nationale de la Recherche, j'ai décidé la mise en place du comité d'orientation stratégique, et l'élaboration de contrats d'objectifs.



**J A C Q U E S
C H E M I N A D E**

On ne peut opposer l'un et l'autre. La paléontologie, par exemple, bénéficie de techniques issues de programmes lourds, comme la thermographie, la microgravimétrie et la gammathermoluminescence. L'Etat doit intervenir par des grands programmes (espace, laser et nucléaire, spectroscopie non-linéaire, sida, cancer) qui permettent d'orienter, de donner une flèche à la recherche. En même temps, il doit assurer que, dans chaque discipline, y compris dans les plus fondamentales ou les plus éloignées des applications directes, il y ait une continuité des générations de chercheurs et des financements.



**J A C Q U E S
C H I R A C**

Non communiqué



**L I O N E L
J O S P I N**

Certains grands équipements ont permis des percées scientifiques incontestables. Mais il existe toujours une faiblesse naturelle de certains technocrates de la science pour ces grosses lignes budgétaires, ronflantes et peu nombreuses, qui, pensent-ils parfois, les dispensent de réfléchir plus avant. Je veillerai à ce que ces équipements fassent l'objet d'une évaluation rigoureuse. Et c'est dans un cadre européen qu'ils seront discutés et développés. Mais je suis très attaché au maintien de nombreux programmes plus modestes : c'est souvent d'eux que surgit, inattendue, l'innovation. Nos trois récents prix Nobel de physique et de chimie, qui témoignent de la bonne santé de la recherche française, aujourd'hui menacée, montrent aussi l'importance d'une recherche légère, ingénieuse et aux retombées industrielles considérables.



**R O B E R T
H U B E**

Il faut tout à la fois des grands équipements en fonction des besoins déterminés par la communauté scientifique en dialogue avec les élus et le gouvernement, et ne pas oublier l'ensemble des équipes plus modestes. Les deux sont nécessaires. La France a les moyens de faire beaucoup mieux qu'actuellement. Cela aura des retombées économiques à moyen et long terme, à condition que l'on développe l'emploi scientifique et la formation par la recherche.



**A R L E T T E
L A G U I L L E R**

Non communiqué



**J E A N - M A R I E
L E P E N**

Pas d'équilibrage *a priori* entre grands équipements lourds et programmes plus modestes. Seuls les horizons des projets diffèrent. Le choix des projets à soutenir sera fonction des décisions stratégiques sur l'avenir du pays, et des compétences nationales dans le domaine.



**P H I L I P P E
d e V I L L I E R**

C'est exactement le sens de ma réponse à votre première question. La France s'est excessivement concentrée sur les équipements lourds, voire soviétiformes. L'Etat doit se contenter de jouer un rôle moteur et ne contribuer directement à la recherche que pour les programmes les plus lourds, en particulier pour la recherche fondamentale.



**D O M I N I Q U E
V O Y N E T**

Non communiqué

